

(Original in French above)

On April 2, 2026, at L'Ile Longue nuclear military base in Brittany, Emmanuel Macron gave an extremely bellicose, dangerous, and irresponsible speech on French nuclear weapons.

Macron developed a new concept, that of "advanced deterrence", which consists of positioning French strategic air forces in other European countries and allowing those countries to participate in nuclear exercises "in full transparency with the United States of America and in close coordination with the United Kingdom," and in close cooperation with Germany.

This is a change in strategic doctrine, decided by the President of the Republic without consulting the French Parliament, whose prerogatives are being ignored. In a nuclear rush forward, President Macron is promoting a form of Europeanization of French nuclear weapons that turns its back on French nuclear deterrence and independent national defense. Presented as "complementary" to NATO, this Europeanization of French nuclear weapons contributes to nuclear proliferation, and the alignment with British nuclear weapons, which are subservient to the United States, leads to even greater submission to NATO, the armed arm of the US.

For Emmanuel Macron, security policy is explicitly based on force. He has never once mentioned diplomatic action and international law as fundamental components of a policy of peace.

On the contrary, he has announced an increase in the number of nuclear warheads in France's arsenal, thus participating in a new nuclear arms race that contravenes the commitments made in the NPT. France is jeopardizing the very existence of the NPT and refusing to consider the NWPT, even at a time when the last legal frameworks governing nuclear weapons are disappearing with the expiration of the New START treaty.

Instead of playing an active and independent role in favor of a process of progressive nuclear disarmament, Emmanuel Macron is leading France into a dangerous impasse for the future.

Therefore it is important to emphasize the following:

- France and European nations more generally must engage in diplomatic solutions to halt the nuclear and conventional arms race rather than exacerbate it. Europe cannot claim moral superiority when they condemn nuclear weapons proliferation elsewhere while engaging in it for themselves.
- Europe must take seriously the demands of the majority of nations for nuclear abolition through the framework of the NPT and TPNW – recalling commitments to disarmament in article 6 of the NPT and by signing and ratifying, or at very least attending as an observer, the TPNW

---

Le 2 avril 2026 à la base militaire nucléaire de l'Ile Longue en Bretagne, Emmanuel Macron a tenu un discours extrêmement guerrier, dangereux et irresponsable sur les armes nucléaires françaises.

E. Macron a développé un nouveau concept, celui de « dissuasion avancée », qui consiste à positionner les forces aériennes stratégiques françaises dans d'autres pays européens et à permettre à ces pays de participer à des exercices nucléaires « en pleine transparence avec les États-Unis d'Amérique et en coordination étroite avec le Royaume-Uni », et en coopération étroite avec l'Allemagne.

Il s'agit là d'un changement de doctrine stratégique, décidé par le président de la République sans consultation du Parlement français dont les prerogatives sont ignorées. Dans une fuite en avant nucléaire, le président Macron promeut une forme d'eupéanisation de l'arme nucléaire française qui tourne le dos à la dissuasion nucléaire française et à une défense nationale indépendante. Présentée comme "complémentaire" à l'OTAN, cette eupéanisation du nucléaire français contribue à la prolifération nucléaire et l'alignement sur le nucléaire britannique inféodé aux États-Unis vont dans le sens d'une soumission encore plus grande à l'OTAN, bras armé des USA.

Pour Emmanuel Macron, une politique de sécurité repose explicitement sur la force. Il n'a pas une seule fois évoqué l'action diplomatique et le droit international comme composantes fondamentales d'une politique de paix.

Il a, au contraire, annoncé l'augmentation du nombre de têtes nucléaires de l'arsenal de la France, participant ainsi à une nouvelle course aux armements nucléaires contraire aux engagements pris dans le TNP. La France met en danger l'existence même du TNP et refuse de prendre en considération le TIAN, alors même que disparaissent les derniers cadres juridiques d'encadrement des armements nucléaires avec l'expiration du traité New Start.

Au lieu de jouer un rôle actif et indépendant en faveur d'un processus de désarmement nucléaire progressif, Emmanuel Macron engage la France dans une impasse dangereuse pour l'avenir.

Il est donc important de souligner les points suivants :

- La France et les nations européennes en général doivent s'engager dans des solutions diplomatiques pour mettre fin à la course aux armements nucléaires et conventionnels plutôt que de l'exacerber. L'Europe ne peut prétendre à une supériorité morale lorsqu'elle condamne la prolifération des armes nucléaires ailleurs tout en s'y livrant elle-même.
- L'Europe doit prendre au sérieux les demandes de la majorité des pays en faveur de l'abolition nucléaire dans le cadre du TNP et du TPNW, en rappelant les engagements en matière de désarmement pris à l'article 6 du TNP et en signant et ratifiant, ou tout au moins en participant en tant qu'observateur, au TPNW.